



EUROPEAN CENTRAL BANK
EUROSYSTEM



Rapport

sur la consultation « À votre écoute » organisée par la BNB

I. Présentation de l'événement

La Banque nationale de Belgique (BNB) a organisé quatre consultations.

L'événement principal s'est déroulé en ligne le vendredi 22 janvier 2021. 28 organisations de la société civile belge ont pu activement y faire entendre leur voix, tandis que 286 personnes y ont assisté en direct sur internet et ont pu participer en répondant à quatre questions posées dans le cadre d'un sondage. Les organisations de la société civile défendaient, par exemple, la cause de l'environnement, le profit social, les entreprises, les travailleurs, les consommateurs, les étudiants, les enseignants et les retraités. La table ronde, d'une durée de trois heures, était divisée en quatre sessions, correspondant aux quatre thèmes proposés par la BCE : les prix, les préoccupations économiques, les autres considérations et la communication. Deux modérateurs professionnels ont animé l'événement. Le gouverneur de la BNB, Pierre Wunsch, et le président de la DNB, Klaas Knot, ont interagi avec eux et avec les organisations de la société civile. L'événement principal a été enregistré et est à revoir via le lien suivant : [Événement « La BNB à votre écoute » | nbb.be](https://www.nbb.be/fr/evenements/evenement-la-bnb-a-votre-ecoute)¹

Des consultations plus réduites ont été organisées avec le Parlement belge (réunion physique de deux heures, le 3 mars 2020), avec le Conseil de régence de la BNB (réunion en ligne d'une heure et demie, le 6 janvier 2021) et avec les membres du personnel de la BNB (réunion en ligne d'une heure, le 29 janvier 2021). Toutes ces tables rondes se sont articulées autour des quatre mêmes thèmes et ont été animées par le gouverneur de la BNB et deux membres de l'entité chargée de la politique monétaire au sein de la BNB.

II. Principaux thèmes abordés

1. Que signifie pour vous la stabilité des prix ?

Dans l'ensemble, les participants ont souligné l'importance de prix stables et prévisibles. Ils ont mentionné que ceux-ci contribuaient non seulement à préserver le pouvoir d'achat des citoyens disposant de budgets limités (étudiants, retraités, personnes en situation de pauvreté) et à créer un environnement de taux d'intérêt bas et stables, ce qui aide les entreprises à se financer et à investir, mais qu'ils concouraient aussi à maîtriser l'augmentation des loyers des logements (compte tenu de la possibilité d'indexer les loyers chaque année en Belgique) et à garder la croissance des salaires sous contrôle (compte tenu de l'indexation automatique des salaires en Belgique), ce qui aide à préserver la compétitivité des entreprises belges.

Les préoccupations plus spécifiques portaient toutefois uniquement sur une inflation trop élevée, et non sur une hausse des prix trop faible. Les participants ont indiqué que le renchérissement marqué de certains services et produits de première nécessité (p. ex. les soins de santé, les services bancaires, les télécommunications, les loyers des logements, les transports, l'énergie, l'eau et l'alimentation) était particulièrement préoccupant, dans la mesure où il peut considérablement affecter le budget des ménages moins nantis. En outre, la crise du COVID-19 a eu tendance à aggraver la situation financière des ménages vulnérables, ce qui laisse supposer que même de faibles augmentations de prix pourraient déjà réduire significativement leur pouvoir d'achat. C'est pourquoi il a été suggéré que, au lieu d'examiner le taux d'inflation supporté par le ménage moyen de la zone euro, la BCE se penche aussi sur les taux d'inflation supportés par différents types de ménages (y compris les moins nantis) ou qu'elle prenne en considération un indice d'inflation des « besoins fondamentaux », qui refléterait plus fidèlement l'inflation à laquelle sont confrontés les ménages moins aisés.

¹ <https://www.nbb.be/fr/evenements/evenement-la-bnb-votre-ecoute>.

Si la hausse des prix des logements est aussi une source d'inquiétude, elle n'a pas été au centre des débats. En outre, plusieurs personnes ont exprimé leur préoccupation concernant l'érosion de l'épargne(-retraite), en raison des faibles taux d'intérêt, dont le niveau est inférieur à l'inflation.

2. Quelles sont vos attentes et vos préoccupations sur le plan économique ?

Dans ce domaine, le pessimisme semblait l'emporter. Cet état d'esprit reflète les graves conséquences de la crise du COVID-19 (détérioration de la situation financière des ménages et des entreprises (en particulier ceux qui sont vulnérables), hausse du chômage, incertitude quant à l'avenir, attentes modérées quant à la croissance des salaires, inquiétudes quant aux niveaux élevés de la dette publique). Celles-ci sont venues s'ajouter à d'autres difficultés (qui, une fois encore, ne sont pas directement liées à la politique monétaire), comme la compétitivité, le changement climatique, la numérisation, le vieillissement et la fragilité du modèle économique.

De manière générale, les participants attendaient de la politique monétaire qu'elle joue un rôle de force stabilisatrice dans l'économie, sur les marchés financiers et au sein de la société dans son ensemble.

Les opinions relatives aux mesures de relance monétaire des dernières années ont généralement été contrastées (cf. également les résultats du sondage en annexe). Les représentants des entreprises ont confirmé que le bas niveau des taux d'intérêt devrait stimuler les investissements, mais que, pour le moment, d'autres facteurs se révélaient plus décisifs (par exemple l'incertitude entourant l'avenir). Plusieurs participants ont exprimé des préoccupations concernant notamment les éventuelles conséquences redistributives de la politique monétaire, les risques associés de stabilité financière (bulles spéculatives et entreprises « zombie »), complications découlant des rendements réels négatifs, ainsi que l'absence d'un accent « vert » dans les achats d'actifs et les TLTRO. L'on a également fait valoir que la politique de relance bénéficiait principalement aux administrations publiques (débiteurs importants) et pas à la classe moyenne (moteur de l'économie). Certains ont estimé que l'incidence de la politique monétaire avait diminué ; les instruments non conventionnels ont été jugés moins puissants que les instruments de pilotage des taux directeurs ne l'avaient été par le passé.

Toutefois, la réponse de la politique monétaire à la crise du COVID-19 a été globalement jugée positive, les entreprises conservant par exemple un accès aisé au crédit, même si de plus petites sociétés et les indépendants ont été confrontés à de strictes conditions d'octroi de crédits bancaires.

Plusieurs participants ont également exprimé des préoccupations relatives à la sortie de la politique monétaire accommodante. Dans ce cadre, il a été recommandé que les politiques monétaire et budgétaire se coordonnent étroitement, les mesures de relance budgétaire demeurant par exemple en place tandis que la politique monétaire se resserre. Une voix a aussi suggéré d'annuler la dette publique achetée dans le cadre du PEPP..

3. Quels autres sujets sont importants pour vous ?

Il a été souligné que les considérations tant sociales qu'écologiques devaient bénéficier de plus d'attention dans le cadre de la politique monétaire. Il a souvent été avancé qu'elles devraient être aussi importantes que l'objectif de stabilité des prix. De plus, une attention accrue à ces deux thèmes pourrait contribuer à atteindre la stabilité des prix, de même que la stabilité financière.

Le climat a été considéré comme une priorité, en particulier compte tenu des risques financiers et de transition qui y sont associés. Pour lutter contre le changement climatique, il a été suggéré que

la banque centrale utilise ses instruments monétaires (par exemple un programme d'assouplissement quantitatif vert, des TLTRO vertes et un financement direct d'investissements publics verts), ainsi que ses instruments de régulation (par exemple, des tests de résistance verts pour les banques, des coussins supplémentaires pour les banques présentant des investissements polluants dans leur bilan, de même que des mesures visant à promouvoir le développement de marchés des actions verts). En outre, un reporting transparent sur les initiatives vertes des banques centrales a été recommandé. À l'inverse, d'autres participants ont émis l'opinion que des considérations climatiques étaient davantage une question budgétaire qu'une question monétaire et qu'elles pourraient soulever des problèmes quant à l'indépendance politique de la BCE.

L'ancien paradigme de la neutralité monétaire a été remis en question, plusieurs voix soulignant le fait que la banque centrale devrait accorder plus de poids au plein emploi et mieux soutenir la demande dans l'économie. Un participant a demandé à ce que davantage d'attention soit prêtée à la pauvreté et à l'inégalité. Globalement, l'accent mis sur la stabilité des prix a été considéré comme trop étroit pour contribuer à la stabilité économique et au progrès social en général.

L'importance de la stabilité financière a été abordée, tout comme la nécessité de suivre de près les effets secondaires de la politique monétaire. Une voix a appelé à une plus grande légitimité démocratique de la banque centrale.

4. Comment pouvons-nous au mieux communiquer avec vous ?

Nous avons reçu nettement moins de réactions sur ce thème; les messages se rejoignaient pour souligner la nécessité de communiquer davantage et plus clairement au travers d'une diversité de canaux (cf. également les résultats du sondage en annexe).

La BNB joue un rôle essentiel dans l'information du public belge concernant la politique monétaire (cf. de nouveau les résultats du sondage), mais sa communication devrait être plus accessible. Toute initiative permettant d'ouvrir la boîte noire de la politique monétaire a été encouragée, elle bénéficierait tant aux experts qu'aux non-experts. Plus précisément, une communication claire sur les taux d'intérêt négatifs a été jugée importante, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas toujours bien compris du grand public. En outre, une meilleure explication des bénéfices de la politique monétaire sur la vie quotidienne des citoyens a été estimée nécessaire. À cet égard, les recherches des banques centrales axées sur les ménages et les entreprises ont été largement appréciées et se sont révélées utiles. Plus précisément, les études et la communication de la BNB relatives à l'économie belge ont généralement été louées pour leur expertise et leur indépendance. Un participant a cependant fait remarquer que, quelquefois, en raison de son ton politique neutre, la BNB a raté l'occasion d'être une voix plus importante dans les débats sociaux.

S'agissant de la transparence des données de la BCE et de la BNB, les participants ont indiqué que leur définition et leur méthodologie pouvaient être clarifiées. Par ailleurs, les bases de données pourraient être plus interactives et plus accessibles, ce qui faciliterait leur utilisation par un public plus large.

En ce qui concerne les canaux de communication, le recours accru par la BNB à des webinaires a été salué et jugé efficace pour toucher un plus grand public (y compris après le COVID-19). Certaines organisations ont même proposé leur concours pour diffuser les informations auprès de la société belge.

5. Question spécifique à la BCN

III. Synthèse des principales recommandations, questions et préoccupations

Les réactions ont eu tendance à être très complètes et représentatives de la diversité des intervenants. Il est intéressant de noter que, dans la plupart des cas, différents groupes d'intérêts semblaient exprimer des préoccupations similaires. De plus, si certaines personnes sont bien conscientes du fait que la politique monétaire ne constitue pas la panacée (soulignant le rôle et l'importance des autres politiques gouvernementales), les attentes quant à son rôle et à son rayon d'action sont, de manière générale, très élevées.

L'un des principaux points à retenir réside donc dans la nécessité d'une communication plus claire sur ce que la politique monétaire peut faire et sur la manière dont elle contribue déjà à un large éventail de considérations que le public a épinglées, mais il convient également d'expliquer ce qu'elle ne peut pas faire et en quoi son pouvoir est limité (compte tenu de son mandat et des instruments dont elle dispose). Une autre recommandation importante concernait la création et l'utilisation d'indicateurs supplémentaires pour mieux suivre l'incidence hétérogène de la politique monétaire (par exemple, la construction d'indices d'inflation pour différents types de ménages).

Pour ce qui est de l'événement proprement dit, le public belge a particulièrement apprécié les initiatives de consultation et semblait désireux d'entretenir un dialogue : recevoir des informations pertinentes et claires de la part de la BNB et donner son avis sur des sujets spécifiques.

IV. Annexe

Organisations ayant participé à la consultation de la BNB (22 janvier 2021)

- Algemeen Christelijk Vakverbond (ACV)
- Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB)
- Association des professeurs de sciences économiques (APSE)
- Bond Beter Leefmilieu (BBL)
- Capitant Liège
- Centre national de coopération au développement (Cncd-11.11.11)
- Conseil de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (CEC)
- Conseil des femmes francophones de Belgique
- Croix-Rouge de Belgique
- Fédération wallonne de l'agriculture (FWA)
- Fédération des services sociaux (FDSS)
- Fediplus
- Financité
- Fondation Roi Baudouin
- JUMP
- Kringwinkel Antwerpen
- Ligue des familles
- Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLCP)
- Test Achats
- Union des classes moyennes (UCM)
- Union des villes et communes de Wallonie
- Unie van Zelfstandige Ondernemers (UNIZO)
- Verbond van Belgische Ondernemingen (VBO)
- Vereniging voor Social Profit Ondernemingen (VERSO)
- Vlaamse Economische Kring (VEK)
- Vlaamse Federatie van Beleggers (VFB)
- Vlaams Netwerk van Ondernemingen (VOKA)
- WWF Belgium

Programme de la table ronde (22 janvier 2021)

9 h : Début de l'événement

- Mot de bienvenue des modérateurs, Valerie Bauwens (Kanaal Z) et Maxime Paquay (RTBF), ainsi que du gouverneur, Pierre Wunsch (BNB) et de Klaas Knot (DNB).
- Session 1 : Les prix et leurs évolutions (réactions des organisations + sondage des participants en direct)
- Session 2 : Les attentes et les préoccupations concernant l'économie
- Interruption de cinq minutes
- Session 3 : Autres thèmes d'actualité
- Session 4 : Communication
- Conclusions

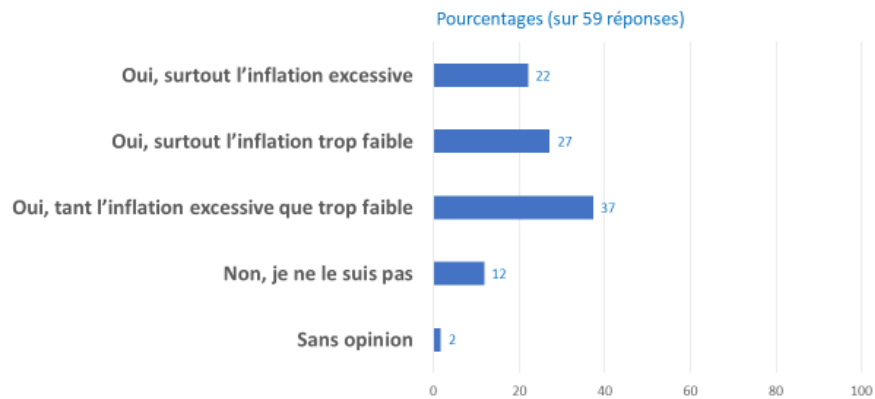
12 h : Fin de l'événement

Un enregistrement de l'événement peut être visionné sur le site internet de la BNB : <https://www.nbb.be/fr/evenements/evenement-la-bnb-votre-ecoute>.

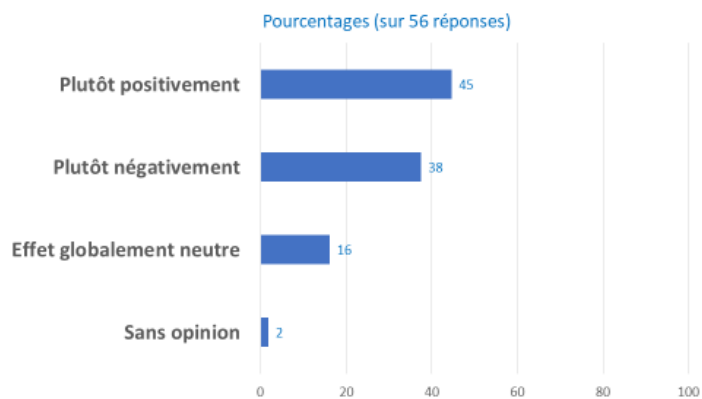
Questions posées lors de l'événement de la BNB et réponses des participants
(22 janvier 2021)

Il convient de souligner la taille réduite des échantillons, qui est susceptible d'altérer les résultats.

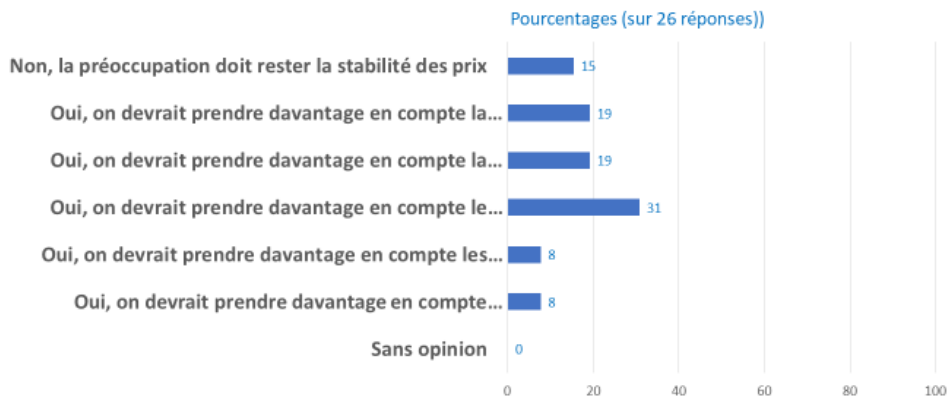
1. Êtes vous préoccupé(e) par l'évolution de l'inflation?



2. Comment les taux d'intérêt bas vous affectent-ils?



3. Devrions-nous prendre davantage en compte d'autres considérations dans la conduite de la politique monétaire ?



4. Comment préférez-vous recevoir des informations sur la politique monétaire ?

